

L'Algérie est-elle une

Cette réflexion a pour objet de revisiter certains concepts contenus dans ce chef-d'œuvre de mots politiques de caractère figuratif qu'on appelle Constitution. Ainsi, au lieu de traduire dans les faits ces nobles paroles, pour les inscrire dans la prospérité comme autant de promesses à tenir et d'objectifs à atteindre, il semble que cet arsenal juridique soit placé, depuis une cinquantaine d'années, dans une sorte de congélateur et que l'on sort à l'occasion pour seulement satisfaire les caprices du prince du moment en vue de retouches égotiques.

Aujourd'hui, l'Algérie en est à sa cinquième révision constitutionnelle (et la sixième était en route lorsqu'elle fut subitement arrêtée en raison d'un agenda politique contrarié par l'AVC du Président), sans qu'aucune Constitution (à l'exception de celle éphémère de 1989) ne soit effectivement appliquée à la lettre, notamment en laissant le «peuple souverain» choisir librement la nature du régime et les hommes politiques devant le conduire. La cause semble en grande partie tirer ses origines d'un système politique de type monarchique reposant sur une Constitution réputée républicaine certes, mais néanmoins marquée d'un verbalisme trompeur et en totale décalage avec la réalité.

1. De la Constitution algérienne

Lorsqu'on se penche attentivement sur le contenu de la Constitution algérienne, on relève qu'en théorie, l'Algérie est non seulement une République digne de ce nom, mais de plus, son caractère «démocratique» va dans le sens décrit par les plus grands philosophes : Rousseau, Montesquieu, Hobbes, etc. Jugeons-en à la lecture des articles-clés consacrant les principes fondateurs de la République et de la démocratie, énoncés en préambule et notamment les références à la «souveraineté du peuple» souvent évoquées ; texte qui semble en apparence loin de toute putrescence, s'il n'était pas contredit par une pratique du pouvoir de nature exclusive, narcissique, se traduisant in fine par une immense désillusion de millions d'Algériens laissés sur le carreau.

1.1 Préambule de la Constitution

«Le peuple algérien est un peuple libre (...), décidé à le demeurer...»

Si la deuxième proposition relève du vœu pieux, la première affirmation demande à être étayée d'arguments, car à l'épreuve du terrain politique et de la vie quotidienne du citoyen, les faits jurent absolument avec cette assertion verbale. «Réuni dans le mouvement national puis au sein du FLN, le peuple a versé son sang pour assumer son destin collectif dans la liberté et l'identité culturelle nationale retrouvées et se doter d'institutions authentiquement populaires... Couronnant la guerre populaire par une indépendance payée du sacrifice des meilleurs de ses enfants, le FLN restaure enfin, dans toute sa plénitude, un Etat moderne et souverain (...) Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et qui réalisent la justice sociale, l'égalité et la liberté de chacun et de tous. (...) La Constitution est au-dessus de tous, elle est la loi fondamentale qui garantit les droits et libertés individuels et collectifs, protège la règle du libre choix du peuple et confère la légitimité à l'exercice des pouvoirs.»

Contre toute apparence, les bonnes intentions des premiers auteurs du recueil législatif régissant le système politique du pays n'ont d'égale que la verbosité de ce préambule de nature fantasmagorique, dont l'analyse des aspects liés au FLN sont développés plus bas.

1.2 Des principes généraux régissant la République algérienne

(JORA du 10 septembre 1963) ; JORA

1976/1997 du 22 novembre 1976) ; (JORA n°76 du 8/12/1996), portant Constitution modifiée par la loi n°02-09 du 10/04/2002 (JORA n°25 du 14/04/2002) et par la loi n°08-19 du 15/11/2008 (JORA n°63 du 16/11/2008). Bien sûr, le texte est truffé de présupposés surprenants, notamment lorsqu'il s'agit de faire passer subtilement le FLN pour le peuple. En effet, comme on peut le lire invariablement dans toutes les versions de la Constitution écrite depuis 1963, ce n'est pas au peuple «de restaurer dans sa plénitude un Etat moderne...», mais au FLN ! Que le sigle du FLN soit évoqué dans ses rapports avec la société, cela paraît à la rigueur concevable, mais associé à l'Etat, n'y a-t-il pas là comme un paradoxe ? De jure, l'Etat (institution par excellence de tous les citoyens d'un pays) ne peut être l'apanage d'un parti politique, «propriété» de ses seuls militants et sympathisants. Du reste, c'est en vertu de cet axiome institutionnel, pour le moins ambigu, que les Algériens se retrouvent à vie enfermés au FLN, depuis la proclamation de l'indépendance à ce jour. C'est un fait inédit de voir tout un peuple enchaîné à un parti politique, au nom duquel des clans patentés se sont «emparés» de la maison Algérie depuis une cinquantaine d'années sans possibilité d'alternance politique.

I) De la République et du peuple

Au sujet de l'Algérie, l'art. premier énonce : «L'Algérie est une République démocratique et populaire.» Cette dénomination est la pire mystification politique que les citoyens d'un pays puissent encore gober. Depuis la chute du communisme en 1989, de nombreux pays de l'ex-bloc de l'Est se sont débarrassés de ce carcan absurde pour instaurer de vrais Etats démocratiques. Quant à la dissertation parodique sur le peuple, l'art. 6 dispose très clairement : «Le peuple est la source de tout pouvoir, et la souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple.»

Que l'on nous explique par quel tour de magie un peuple, tenu en laisse pendant 50 ans, pourrait être à la source d'un quelconque pouvoir quand sa souveraineté et son devenir sont exercés par des oligarchies et des castes qui viendront le moment venu lui annoncer quel berger viendra conduire le troupeau pour brouter dans tel ou tel pâturage ?

L'art. 7 : «Le pouvoir constituant appartient au peuple, de même que le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne...»

De quelles institutions virtuelles s'agit-il ? Pour l'historien Denis Fustel De Coulanges (1830-1889), «les institutions résistent aux siècles, aux croyances, à l'histoire...» Et De Coulanges d'ajouter : «La société est réglée par ses institutions...»

Force est de constater que les «institutions» algériennes, à leur tête la Constitution, n'ont fait que dérégler cette société, en laissant des groupes d'individus généralement en mal de pouvoir et de commandement la violenter et la prostituer tour à tour depuis l'indépendance à ce jour. A cet égard, Ferhat Abbas, ex-président du GPRA et premier président de l'Assemblée algérienne à l'indépendance, offrira à la postérité la plus belle image pour illustrer une situation des plus burlesques : «On ne prostitue pas la Constitution de l'Algérie dans une salle de cinéma !» Cette sentence prophétique n'em-

pêchera pas la mascarade politique et électorale d'être érigée comme seule et véritable institution du pays.

Art 7, alinéa 2 : «Le président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple.» Cette disposition procède de la théorie «psychanalytique de l'imaginaire» par laquelle on tente de substituer à la réalité du pays des représentations relevant de la manipulation mentale et du mensonge politique savamment élaboré, du genre «expression de la volonté du peuple». Les seuls vrais acquis obtenus dans le cadre de l'exercice démocratique, comme la relative liberté d'expression en faveur de la presse écrite, pour nous permettre d'«aboyer» un peu, le furent sous la pression de la rue, en octobre 1988, au prix de centaines de morts, de milliers de blessés et d'autant d'emprisonnés ; je passe sous silence le séisme traumatique ayant fait des milliers de morts et disparus, suite à l'arrêt du processus électoral en 1992...

Art. 8 : «Le peuple se donne des institutions ayant pour finalité la sauvegarde et la consolidation de l'indépendance nationale (...) de l'identité et de l'unité nationales ; la protection des libertés fondamentales du citoyen et l'épanouissement social et culturel de la nation ; la protection de l'économie nationale contre toute forme de malversation ou de détournement, d'accaparement ou de confiscation illégitime.»

Comme on peut s'en rendre compte, il s'agit d'une simple réplétion verbeuse (remplissage du vide par des mots) enveloppé de subtilités casuistiques pour combler la vacuité politique et l'inexistence de contrôle caractérisant 50 ans de gabegie de ce pays.

En psychiatrie, on appelle ce discours délirant de la «verbigération» que confortent les scandales de corruption à répétition, à tous les échelons de la société. Ahmed Ouyahia, alors Premier ministre, ne déclarait-il au mois de juin 2012 que la mafia politico-financière dirigeait le pays et son gouvernement n'y pouvait rien ?

Art. 10 «Le peuple choisit librement ses représentants (...) La représentation du peuple n'a d'autres limites que celles fixées par la Constitution et la loi électorale.»

Hélas ! Il faut dire qu'ils sont rares les hommes politiques à être librement choisis par le peuple, et ce, depuis l'indépendance, sauf une fois (en 1992) où des élections «transparentes et honnêtes» ont failli conduire au pouvoir la «peste» au lieu du «choléra» ; telle était la formule en usage à l'époque pour caricaturer le seul choix laissé au peuple, en raison du vide politique sidéral créé depuis 1962 à ce jour. L'ancien patron de la gendarmerie, le colonel Ahmed Bencherif, qui sait de quoi est capable le système pour en avoir été un des hommes liges, pendant les années de plomb (1965 à 1978), notamment en matière de couverture des manipulations des urnes, ne déclarait-il pas le 30 mars écoulé : «Les candidats à l'élection présidentielle n'ont jamais été élus avec plus de 10% des voix... Boumediène, ajoutera-t-il, n'a jamais dépassé les 12%, et tout le reste n'est que fraude électorale.»

En Tunisie, par un dialogue patient et le consensus recherché à tout prix, œuvre de son génie propre, ce peuple a fait la démonstration que le choix, entre ces deux maladies infectieuses, n'a pu s'imposer à lui comme une fatalité du Ciel avec laquelle il devait composer nécessairement. Comme du reste, il a fini par avoir raison du régime présidentiel, jugé comme étant le pire !

II) Du rôle de l'Etat

Dans l'art. 11, on apprend que «L'Etat puise sa légitimité et sa raison d'être dans la volonté du peuple. Sa devise est "Par le peuple et pour le peuple" (...) Il (l'Etat) est au service exclusif du peuple.»

Qu'il nous soit permis d'en douter. Désor-

Par Kamel Khelifa*

mais, les gouvernants ne se gênent plus pour insulter ce peuple avec des mots du genre : «*Naâlbou li ma yhenbnech*» (maudit soit le père de celui qui ne nous aime pas) de Amara Benyounés ; les balourdismes du genre : «*Chaouia, hacha rezk rabi...*» (chaoui, sauf le respect dû aux biens de Dieu) de l'ex-Premier ministre, A. Sellal et directeur de campagne du candidat Bouteflika, ne traduisent-elles pas le summum du mépris et de la suffisance incarnés par une classe politique amnésique, au point d'oublier qu'elle règne aujourd'hui grâce aux sacrifices consentis en particulier par les hommes et les femmes de cette contrée, berceau de la révolution armée ? Pour limiter les effets dévastateurs d'une gaffe politique sans précédent, d'aucuns nous disent : «C'est une simple plaisanterie envers une connaissance.»

La philosophie nous enseigne qu'il n'y a point de plaisanterie qui ne contienne un brin de sérieux... De plus, l'expression «hacha» (sauf, à l'exception de...) généralement employée pour atténuer la proposition dépréciative qui la précède (dans ce cas le mot Chaoui), ne s'impose-t-elle pas à l'esprit, dans les tournures langagières de chez nous, comme une atteinte à la dignité du peuple ?

Art. 13 : «En aucun cas, il ne peut être abandonné ou aliéné une partie du territoire national.»

Chakib Khelil a failli en 2005 neutraliser Sonatrach et brader les ressources énergétiques du pays au profit des multinationales pétrolières, sans que les institutions puissent empêcher ce forfait politico-économique... Cf. séries d'articles sur internet consacrés à Hugo Chavez, lequel aurait dissuadé de son vivant Alger de remiser la loi sur les hydrocarbures concoctée par Chakib Khelil, approuvée par un Parlement aux ordres et promulguée officiellement...

Art. 14 : «L'Etat est fondé sur les principes d'organisation démocratique et de justice sociale.

L'Assemblée élue constitue le cadre dans lequel s'exprime la volonté du peuple et s'exerce le contrôle de l'action des pouvoirs publics.» Comme tartufferie, on ne fait pas mieux. Comment un peuple ligoté et dont l'esprit n'est habité que par la seule idée de survie, pour satisfaire des besoins élémentaires de logement, eau, électricité, gaz, soins, transport, etc., pourrait-il exprimer une quelconque volonté de «contrôle d'élus» ne représentant majoritairement qu'eux-mêmes ?

Art. 16 : «L'Assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques.» Décentralisation, nous dit la Constitution. Aucun pays sur cette terre n'est aussi jalousement centralisé que l'Algérie. Pour n'importe quelle brouille, on est obligé de se rendre à Alger, la capitale, pour se soumettre à des tortures bureaucratiques insensées et parfois sadiques... Même une simple carte de fellah doit nécessairement obtenir le feu vert de la chambre nationale de l'agriculture à Alger et elle n'est délivrée, par la chambre départementale, pas avant une attente de six mois (?!?) Quant à la participation des citoyens à la chose publique, «il y a loin de la coupe aux lèvres», dit un proverbe. Et ça veut bâtir un «Etat moderne» avec un état d'esprit et des formalismes paperassiers d'un autre âge !

Art. 74 «La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans (...) Le président de la République est rééligible.» La limitation des mandats présidentiels à deux par législature (instaurée par la 3^e version de la Constitution de 1989 pour favoriser l'alternance et maintenue jusqu'à la 4^e de 1996), fut modifiée avec la 5^e révision constitutionnelle de 2008,